

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### Table des matières

	Sujet de la demande	Demande	Page
RG01	Voyages hors QC	<p>Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour l'année financière 2019-2020 :</p> <p>a) les endroits et dates de départ et de retour;</p> <p>b) la copie des programmes et rapports de mission;</p> <p>c) les personnes rencontrées;</p> <p>d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);</p> <p>e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;</p> <p>f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;</p> <p>g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;</p> <p>- les détails de ces ententes;</p> <p>- les résultats obtenus à ce jour;</p> <p>h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;</p> <p>i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;</p> <p>j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.</p>	25
RG02	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets	<p>Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2019-2020 :</p> <p>a) les raisons du déplacement;</p> <p>b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;</p> <p>c) les coûts ventilés;</p> <p>d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;</p> <p>e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.</p>	27
RG03	Publicité, articles promotionnels et commandites	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</p> <p>a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;</p> <p>b) les noms des firmes de publicité retenues;</p>	29

	Sujet de la demande	Demande	Page
		c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.	
RG04	Publicité sur internet	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; Lorsque le contrat est conclu par l’intermédiaire d’une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.	31
RG05	Conférences de presse, évènements	Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.  Par le ministère ou l'organisme : d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement; e) le but visé par chaque dépense; f) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.  Par un professionnel ou par une firme externe : g) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement; h) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; i) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat	32

	Sujet de la demande	Demande	Page
		<p>négocié);</p> <p>j) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;</p> <p>k) le but visé par chaque dépense;</p> <p>l) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.</p>	
RG06	Formation en communication	<p>La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <p>a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;</p> <p>b) le but recherché par chaque dépense;</p> <p>c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.</p> <p>Données par un professionnel ou une firme externe :</p> <p>d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;</p> <p>e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;</p> <p>f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;</p> <p>h) le but visé par chaque dépense;</p> <p>i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.</p>	36
RG07	Formation en communication Personnel politique	<p>La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :</p> <p>a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;</p> <p>b) le but visé par chaque dépense;</p> <p>c) la nature de la formation;</p> <p>d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;</p> <p>e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.</p>	37
RG08	Contrats	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant :</p> <p>a) les noms du professionnel ou de la firme;</p> <p>b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);</p> <p>c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);</p> <p>d) la date d'octroi du contrat;</p> <p>e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;</p>	38

	Sujet de la demande	Demande	Page
		f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions; Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.	
RG09	Appels d'offres publics	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.	47
RG10	Consultants externes	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 : a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.	48
RG11	Développements informatiques	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2019-2020, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;	49

	Sujet de la demande	Demande	Page
		<p>h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;</p> <p>i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;</p> <p>j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;</p> <p>k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;</li> </ul> <p>l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;</p> <p>m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI.</p>	
RG12	Projets de développement informatique en infonuagique	<p>Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <p>a) le nom du projet;</p> <p>b) la nature du projet;</p> <p>c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);</p> <p>d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;</p> <p>e) les plus récentes évaluations du coût du projet;</p> <p>f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;</p> <p>g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;</p> <p>h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;</p> <p>i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;</p> <p>j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;</p> <p>k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.</li> </ul> <p>l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.</p>	50

	Sujet de la demande	Demande	Page
RG13	Dépenses diverses	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la photocopie;</li> <li>b) le mobilier de bureau;</li> <li>c) l'ameublement;</li> <li>d) la décoration et l'embellissement;</li> <li>e) le distributeur d'eau de source;</li> <li>f) le remboursement des frais de transport;</li> <li>g) le remboursement des frais d'hébergement;</li> <li>h) le remboursement des frais de repas;</li> <li>i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;</li> <li>j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> <li>I. au Québec;</li> <li>II. à l'extérieur du Québec.</li> </ul> </li> </ul>	51
RG14	<p>Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques</p> <p>Les téléavertisseurs ont été retirés de la question – Ajout</p>	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2019-2020, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;</li> <li>b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;</li> <li>c) les coûts d'acquisition des appareils;</li> <li>d) le coût d'utilisation des appareils;</li> <li>e) le coût des contrats téléphoniques;</li> <li>f) les noms des fournisseurs;</li> <li>g) le nombre de minutes utilisées;</li> <li>h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;</li> <li>i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;</li> </ul>	52



	Sujet de la demande	Demande	Page
		j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.	
RG15a	Minorités visibles 35 ans et +	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;	54
RG15b	Minorités visibles - de 35 ans	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;	54
RG15c	Jours de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;	54
RG15d	Réserve de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;	55
RG15e	Heures supplémentaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.	55
RG15f	Jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;	55
RG15g	Réserve de jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 :	55

	Sujet de la demande	Demande	Page
		g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;	
RG15h	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	55
RG15i	Personnel double rémunération	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;	56
RG15j	Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);	56
RG15k	Effectifs complexité	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;	56
RG15l	Effectifs traitement supérieur	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;	57
RG15m	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	57
RG15n	Effectifs 5 prochains exercices	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021 :	57

	Sujet de la demande	Demande	Page
		n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;	
RG15o	Nombre employés permanents et temporaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : o) le nombre d'employés permanents et temporaires;	57
RG15p	Départs volontaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;	57
RG15q	Postes abolis par ministère	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;	57
RG15r	Effectif autorisé Loi 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;	57
RG15s	Postes vacants	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.	57
RG16a	Départ à la retraite	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;	58
RG16b	Remplacement selon PGRH	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;	58
RG16c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées.	58
RG16d	Retraités à contrat	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	58
RG17	Baux SQI	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée;	59

	Sujet de la demande	Demande	Page
		d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant; k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse.	
RG18	Aménagement SCT	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	61
RG19	Aménagement SCT, Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	62
RG20	Membres du Cabinet	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2019-2020, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse	63

	Sujet de la demande	Demande	Page
		salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2019-2020; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour 2019-2020; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.	
RG21	Budget discrétionnaire	Liste des sommes d'argent versées en 2019-2020, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	65
RG22	Personnel hors structure	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2020-2021.	66
RG23	Personnel en disponibilité	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2020-2021.	67

	Sujet de la demande	Demande	Page
RG24	Occasionnels mis à pied	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2019-2020, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2020-2021.	68
RG25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	69
RG26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par mission.	70
RG27	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).	71
RG28	Abonnements SCT	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégories.	72
RG29	Abonnements SCT, Cabinet	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2019-2020, en précisant pour chaque	73

	Sujet de la demande	Demande	Page
		abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégories.	
RG30	Billets de saison, loges, club privé	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	74
RG31	Sites Internet	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site; i) les noms de domaines réservés; j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.	75
RG32	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2019-2020, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	76

	Sujet de la demande	Demande	Page
RG33	Visites ministérielles et sous ministérielles	Pour 2019-2020, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes rencontrées; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.	77
RG34	Adjoint parlementaires	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2019-2020 : a) le détail des mandats; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.	78
RG35	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	79
RG36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2019-2020 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	80
RG37	Crédits périmés et gel de crédits	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.	81
RG38	Revenus autonomes et tarification	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois	82



	Sujet de la demande	Demande	Page
		dernières années et les projections pour l'année 2020-2021.	
RG39	Plan de réduction	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2020-2021.	83
RG40	Transferts du gouvernement fédéral	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	84
RG41	Primes au rendement et bonis - SCT	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.	85
RG42	Primes au rendement et bonis - Cabinet	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.	86
RG43	Primes de départ, allocation de transition	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	87
RG44	Augmentations de salaire	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	88
RG45	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.	89
RG46	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	90
RG47	Reconduction des	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2019-2020, donner le coût de	91

	Sujet de la demande	Demande	Page
	programmes existants	reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	
RG48	Initiative ou majoration programmes existants	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	92
RG49	ETC Plan Nord	Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.	93
RG50	Budget Plan Nord	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.	94
RG51	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.	95
RG52	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.	96
RG53	Programmes financés par le Fonds vert	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	97
RG54	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.	98
RG55	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.	99
RG56	Contrats service juridique	Les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	100
RG57	Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.	101
RG58	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	102

	Sujet de la demande	Demande	Page
RG59	Taux d'absentéisme	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	103
RG60	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2019-2020 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	104
RG61	Cotisation à des associations	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.	105
RG62	Rencontres diverses	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.	106
RG63	Rencontres importantes – gouvernement	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date; b) La nature;	107

	Sujet de la demande	Demande	Page
		c) Les participants; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.	
RG64	Sondages	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) La date; b) La nature; c) Les questions posées; d) Les réponses; e) La firme retenue; f) Les coûts.	108
RG65	Politique jeunesse Québec	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2019-2020.	110
RG66	Transfert d'emplois gouvernementaux en région	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2019-2020.	111
RG67	Reconnaissance des acquis - personnes immigrantes	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2019-2020.	112
RG68	Protection des renseignements personnels	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020.	113
RG69	Politique culturelle du Québec	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2019-2020.	114
RG70	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant; b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	115
RG71	Enquête nationale - femmes et filles	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	116

	Sujet de la demande	Demande	Page
	autochtones		
RG72	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Vien).	117
RG73	Plan d'action - Premières nations et des Inuits	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».	118
RG74	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».	119
RG75	Politique gouvernementale de prévention en santé	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	120
RG76	Plan d'action - Contre la violence conjugale, Agissons	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».	121
RG77	Stratégie d'action - Ensemble, nous sommes le Québec	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».	122
RG78	Stratégie nationale sur la main d'œuvre 2018-2023	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.	123
RG79	Plan d'action - Un Québec pour tous les âges	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».	124
RG80	Conciliation travail-famille	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la conciliation travail-famille.	125
RG81	Électrification des transports	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de l'électrification des transports.	126

	Sujet de la demande	Demande	Page
RG82	Rétention des travailleurs d'expérience	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.	127
RG83	Occupation et vitalité des territoires 2018-2023	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.	128
RG84	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2019-2020 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.	129
RG85	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	130
RG86	Demandes d'accès à l'information	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2019-2020: a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.	131
RG87	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.	132

	Sujet de la demande	Demande	Page
RG88	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	140
RG89	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2019-2020, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	141
RG90	Budget carbone	Fournir le budget carbone du ministère et le bilan carbone imputable aux activités et aux programmes du ministère, soit notamment pour 2019-2020 : a) Le total des émissions de GES associées aux activités directes du ministère; b) L'estimation des émissions de GES attribuables aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux émissions attribuables aux subventions accordées par le ministère en proportion du montant de ces subventions dans les projets concernés; c) L'estimation des réductions d'émissions de GES attribuables aux activités directes et aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux réductions d'émissions découlant d'activités subventionnées par le ministère ainsi qu'aux puits de carbone attribuables au ministère le cas échéant; i. Ventiler ces réductions selon qu'elles soient des réductions relatives ou des réductions absolues d'émissions de GES. Fournir une estimation du coût moyen de ces réductions par tonne de CO2 équivalent; d) Le bilan carbone du ministère, soit le total des émissions de GES attribuables au ministère auquel est soustrait le total des réductions d'émissions attribuables au ministère; e) Le quota d'émissions du ministère, soit la limite supérieure finie des émissions totales de GES à travers le temps attribuables au ministère qui permettraient d'atteindre les objectifs de réduction des GES du ministère et ainsi la cible de réduction des GES du gouvernement; f) Le plan d'action du ministère pour diminuer le bilan carbone du ministère afin de respecter son budget carbone dans le cadre des objectifs de réduction des GES du gouvernement.	142
RG91	Effectifs gestion Fonds vert	Veuillez fournir le nombre d'effectifs attirés à la gestion du Fond vert au sein du ministère ou de l'organisme en 2018-2019 et 2019-2020. Ventiler par poste et fournir la masse salariale totale.	143

	Sujet de la demande	Demande	Page
RG92	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	144
RG93	Rémunération des stages	<p>Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.</p> <p>a) Nombre de stagiaires reçus;</p> <p>b) Heures de stages effectués;</p> <p>c) Rémunération totale déboursée.</p>	145
RG94	Véhicules	<p>Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :</p> <p>a) nombre total de véhicules;</p> <p>b) le type de véhicules;</p> <p>c) le nombre de véhicules hybrides;</p> <p>d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;</p> <p>e) le nombre de véhicules électriques.</p>	146







# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2019-2020 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
  - les détails de ces ententes;
  - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information pour l'année financière 2019-2020 est fournie au tableau en annexe.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels

**(art. 4 paragraphe 18).** <https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx>



RG-01-Annexe  
Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2019-2020

Mathieu Lacombe  
Ministre de la Famille

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents		Accompagnateurs		Personnes rencontrées
							Montant	Description	Nom et fonction	Total des frais de transport, d'hébergement, de repas et les autres frais	
Participer à la Rencontre des ministres responsables de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants	2020-01-21 au 2020-01-22	Ottawa		18,14 \$	202,46 \$				Antoine De La Durantaye, attaché de presse Rodrigo Garcia, attaché politique Denis Bernier, garde du corps Danielle Dubé, sous-ministre adjointe	1 038,51 \$	Ministres responsables de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants

Danielle Dubé  
Sous-ministre adjointe - Sous-ministériat du soutien à la qualité des services de garde éducatifs à l'enfance

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents		Accompagnateurs		Personnes rencontrées
							Montant	Description	Nom et fonction	Total des frais de transport, d'hébergement, de repas et les autres frais	
Participer à la 25 <sup>e</sup> réunion du Réseau de l'éducation et l'accueil des jeunes enfants (EAJE) de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)	2019-11-30 au 2019-12-05	Paris	1 147,96 \$	405,25 \$	1 317,86 \$						Membres du Réseau sur l'éducation et l'accueil des jeunes enfants

Luc Tremblay  
Directeur général - Direction générale de la transformation numérique

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents		Accompagnateurs		Personnes rencontrées
							Montant	Description	Nom et fonction	Total des frais de transport, d'hébergement, de repas et les autres frais	
Participer au Symposium Gartner à Toronto	2019-06-02 au 2019-06-05	Toronto	685,25 \$	159,29 \$	1 020,09 \$				Mélanie Duchesne, Directrice - Direction des orientations, de l'architecture, des systèmes de soutien et des opérations	1 926,39 \$	Plusieurs organisations publiques et des experts des technologies de l'information



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-2

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère pour chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2019-2020 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information pour l'année financière 2019-2020 est fournie au tableau en annexe.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 17**).

<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx>





RG-2-Annexe

Liste des voyages en avion ou en hélicoptère au Québec pour l'année financière 2019-2020

Exercice financier : 2019-2020

Stéphanie Lachance  
Adjointe parlementaire du ministre de la Famille

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents		Accompagnateurs	
							Montant	Description	Nom et fonction	Total des frais de transport, d'hébergement, de repas et les autres frais inhérents
Tournée concernant le plan d'action contre l'intimidation	2019-09-29 au 2019-10-01	Rouyn Noranda	1 258,63 \$		269,69 \$	45,06 \$			Dominique Pialoux	1 106,06 \$
									Véronique Laflamme	734,90 \$

Mathieu Lacombe  
Ministre de la Famille

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents		Accompagnateurs	
							Montant	Description	Nom et fonction	Total des frais de transport, d'hébergement, de repas et les autres frais inhérents
Tournée aux Îles-de-la-Madeleine et Annonce à Bonaventure	2019-09-29 au 2019-10-01	Cap-aux-Meules et Bonaventure	1 333,08 \$	90,13 \$	252,28 \$				Antoine De La Durantaye, attaché de presse Rodrigo Alejandro Garcia, attaché politique Albu Dan-Catalin, garde du corps	5 018,34 \$



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information pour l'année financière 2019-2020 est fournie au tableau en annexe.

Pour la période de référence, tous les contrats ont été octroyés en mode « contrat négocié » et les prestataires sont tous sous contrat avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ).

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 24**).

<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx>



Dépenses de publicité et de promotion

Exercice financier : 2019-2020  
1<sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020

Nom du fournisseur	Description du contrat	Montant du contrat
Cossette <sup>(1)</sup>	Campagne promotionnelle sur la Vitrine famille	4 444,00 \$
Cossette <sup>(1)</sup>	Diffusion sur différents médias de la campagne du Prix Ensemble contre l'intimidation	21 403,00 \$
Cossette <sup>(1)</sup>	Diffusion d'une consultation publique en ligne dans le cadre du plan d'action Ensemble contre l'intimidation, une responsabilité partagée.	104 726,00 \$

<sup>1</sup> Le prestataire est sous contrat avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ).



ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS  
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-4

Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;

Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

- a) Sommes dépensées pour 2019-2020 : 123 601,66 \$
- b) Firme de publicité retenue : Cossette
- c) Pour la période de référence, tous les contrats ont été octroyés en mode « contrat négocié » et le prestataire est sous contrat avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ).
- d) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
- e) Buts visés :

Contrats	Montants	Buts visés
Vitrine famille	4 000 \$	Campagne promotionnelle pour faire connaître la Vitrine famille
Prix Ensemble contre l'intimidation	19 998 \$	Campagne pour faire la promotion du Prix Ensemble contre l'intimidation
Consultation publique en ligne dans le cadre du plan d'action Ensemble contre l'intimidation, une responsabilité partagée	99 604 \$	Campagne pour inciter la population à participer à la consultation publique en ligne dans le cadre du plan d'action Ensemble contre l'intimidation, une responsabilité partagée

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-5

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le Ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021 ventilées par type d'événements;

b) le but visé par chaque dépense;

c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;

e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;

f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;

h) le but visé par chaque dépense;

i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Conférences de presse

Objet	Fournisseur	Mandat	Dépenses par événement
Annonce - Plus de 520 000 \$ pour favoriser la conciliation famille-travail-études	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	1 135,82 \$
	CSPQ	Logistique	
	Compagnie de location d'autos Enterprise Canada	Location d'auto	
Annonce - Une aide financière de près de 660 000 \$ pour la réalisation de 75 projets en faveur des familles	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	913,43 \$
	CSPQ	Logistique	
Annonce - 133 projets pour soutenir la qualité des services offerts en milieu familial dans toutes les régions du Québec	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	1 616,79 \$
	CSPQ	Logistique	
	Compagnie de location d'autos Enterprise Canada	Location d'auto	
	Parc Suites Hotel Appartement	Hébergement	
Annonce – Une aide financière de 20 000 \$ à l'Association Renaissance des Appalaches	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	1 415,05 \$
	CSPQ	Logistique	
	Compagnie de location d'autos Enterprise Canada	Location d'auto	
	Confort Inn Thetford-Mines inc.	Hébergement	

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Annonce - Projet-pilote pour soutenir les parents qui ont des horaires atypiques	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	934,90 \$
	CSPQ	Logistique	
	Compagnie de location d'autos Enterprise Canada	Location d'auto	
Annonce - Fin de la session parlementaire - Un bilan positif pour la région de l'Outaouais	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	79,90 \$
Annonce - Projet-pilote des petits déjeuners offerts dans 15 services de garde en milieu défavorisé - Le ministre Mathieu Lacombe dresse un bilan positif du projet-pilote et salue l'engagement des services de garde participants à l'égard du mieux-être des tout-petits	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	79,90 \$
Annonce - 6,4 millions supplémentaires et plus de flexibilité pour l'intégration des enfants handicapés dans les services de garde subventionnés	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	1 020,90 \$
	CSPQ	Logistique	
Annonce - Plus de 3,5 millions de dollars pour améliorer les infrastructures et les aires de jeux extérieurs dans les CPE	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	923,98 \$
	CSPQ	Logistique	
	Compagnie de location d'autos Enterprise Canada	Location d'auto	
	Imperia Hôtel Suites inc.	Hébergement	
Annonce – Plus de 750 000 \$ au CPE Le Chat Perché de Repentigny pour une nouvelle installation	CSPQ	Logistique	588,40 \$
Annonce - Plus de 352 000 \$ au CPE Les Moussaillons de Joliette pour une deuxième installation	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	968,59 \$
	CSPQ	Logistique	
	Compagnie de location d'autos Enterprise Canada	Location d'auto	
	Château Joliette inc.	Hébergement	
Annonce - Près de 1,4 million de dollars pour l'agrandissement de trois CPE : création de 69 nouvelles places subventionnées pour les familles de la Gaspésie	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	3 010,92 \$
	CSPQ	Logistique	
Annonce - Plus de 596 000 \$ au CPE Nid des petits de Saint-Raymond pour une nouvelle installation	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	804,71 \$
	CSPQ	Logistique	
	Compagnie de location d'autos Enterprise Canada	Location d'auto	
Journée de consultation des partenaires nationaux sur la lutte contre l'intimidation : des échanges fructueux et des pistes de solution prometteuses –Québec	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	79,90 \$

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Annonce - Le ministère de la Famille s'associe à l'organisme Jeunes explorateurs d'un jour pour valoriser le métier d'éducatrice et d'éducateur à la petite enfance	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	1 421,45 \$
	CSPQ	Logistique	
	Compagnie de location d'autos Enterprise Canada	Location d'auto	
	Le St-Martin Bromont hôtel & suites	Hébergement	
Annonce - Le gouvernement soutient et accélère la création de 60 nouvelles places à la nouvelle installation Les Parcelles d'or de Saint-Georges	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	1 192,38 \$
	CSPQ	Logistique	
Annonce - Le gouvernement supporte et accélère 130 nouvelles places en services de garde éducatifs à l'enfance au Bas-Saint-Laurent	CSPQ	Logistique	2 036,89 \$
	Compagnie de location d'autos Enterprise Canada	Location d'auto	
	Riôtel Matane	Hébergement	
Annonce - Plus de 700 000 \$ pour la construction d'une nouvelle installation de services de garde éducatifs à l'enfance à Rimouski	CSPQ	Logistique	779,22 \$
	Compagnie de location d'autos Enterprise Canada	Location d'auto	
Annonce - Le gouvernement accélère la création de 25 nouvelles places à la nouvelle installation des Jardins Jolis de Saint-Modeste	CSPQ	Logistique	822,35 \$
	Compagnie de location d'autos Enterprise Canada	Location d'auto	
	Hôtel Universel (2958-3465 Québec inc.)	Hébergement	
Journée de réflexion avec les organisations autochtones sur la lutte contre l'intimidation : des échanges enrichissants et des pistes de solutions concrètes	s/o	s/o	0,00 \$
Annonce - Le ministre de la Famille annonce la création de près de 2 700 places destinées principalement aux parents-étudiants	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	1 145,12 \$
	CSPQ	Logistique	
	Compagnie de location d'autos Enterprise Canada	Location d'auto	
Annonce - Le gouvernement accélère la création de 80 nouvelles places à la nouvelle installation du CPE Tournesol à Saint-Jérôme	CSPQ	Logistique	982,82 \$
	Compagnie de location d'autos Enterprise Canada	Location d'auto	
	Hôtel Best Western St-Jérôme	Hébergement	
Annonce - Accessibilité des places en services de garde subventionnés - Création de 88 places pour mieux répondre aux besoins de garde des familles	CSPQ	Logistique	942,00 \$
Annonce - Le gouvernement accélère la création de 122 nouvelles places dans deux nouvelles installations de CPE à Montréal	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	1 065,21 \$
	CSPQ	Logistique	
	Compagnie de location d'autos Enterprise Canada	Location d'auto	
Annonce - Le gouvernement accélère la création de 52 nouvelles places à la nouvelle installation du CPE Jolibois à Saint-Agapit	CSPQ	Logistique	838,44 \$

\* Achats regroupés

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

- Événements

Objet	Fournisseur	Mandat	Dépenses par événement
Prix Ensemble contre l'intimidation	Restaurant Le Parlementaire	Service de traiteur	46 626,80 \$
	Assemblée nationale	Location de la salle du conseil législatif et d'un écran plasma	
	Louise Leblanc	Photographe	
	MTESS	Productions capsules vidéos des finalistes	
	LG Chabot	Impression du certificat d'ambassadeur	
	Pontbriand	Sculptures de bronze et plaquettes	
	Impecca image et impression inc.	Impression d'un cahier souvenir pour les finalistes	
	Centre de services partagés du Québec	Plan médias et publicité	

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-6

Liste des dépenses en formation de communication :

Organisées par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Il n'y a eu aucune formation de communication pour l'exercice 2019-2020.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphes 22 et 23**).

(<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx>)



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-7

La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :

- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;
- e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Il n'y a eu aucune formation de communication pour l'exercice 2019-2020.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphes 22 et 23**).

(<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx>)





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information concernant les contrats de moins de 25 000 \$ octroyés du 1<sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020 est présentée dans les tableaux ci-joints.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.



MINISTÈRE DE LA FAMILLE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2019 AU 31 mars 2020

SERVICES PROFESSIONNELS			
Nom du contractant	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
Anne-Marie Bouthillier	Service de révision législatif	Contrat de gré à gré	24 000,00
Michel Groulx	Présidence d'un comité	Contrat de gré à gré	13 400,00
Benoît Véronneau	Témoin expert devant le tribunal de la Cour supérieure	Contrat de gré à gré	7 456,50
Coopérative de services EnfanceFamille.org	Production et organisation de données - <i>La Place 0-5</i>	Contrat de gré à gré	22 500,00
Riopel Gagnon Larose et Assoc.	Service de sténographie	Contrat de gré à gré	5 000,00
Référence média inc.	Service de soutien à la gestion	Contrat de gré à gré	1 750,00
Prospect Gestion	Service de soutien à la gestion	Contrat de gré à gré	2 500,00
Groupe Pro-actif consultant inc.	Montage graphique de formulaires	Contrat de gré à gré	8 000,00
Accessibilité Québec	Montage graphique de formulaires	Contrat de gré à gré	8 000,00
Gilles Bernier	Service de soutien à la gestion	Contrat de gré à gré	12 000,00
Johanne Goulet	Service de soutien à la gestion	Contrat de gré à gré	9 600,00

MINISTÈRE DE LA FAMILLE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2019 AU 31 mars 2020

SERVICES PROFESSIONNELS			
Nom du contractant	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
Louise Soucy	Service de soutien à la gestion	Contrat de gré à gré	9 600,00
CASIOPE	Formation favorisant le développement des compétences	Contrat de gré à gré	20 800,00
Meltwater Canada inc.	Service de veille des médias sociaux et statistiques	Contrat de gré à gré	13 000,00
Technologia	Formation favorisant le développement des compétences	Contrat de gré à gré	20 000,00
Patricia Bonin	Organisation et planification	Contrat de gré à gré	23 500,00
IF créativité collaborative	Animer des tables de discussion sur les résultats d'un sondage organisationnel et du bilan du QUALImètre et faciliter la discussion entre les participants	Contrat de gré à gré	19 380,00
Pontbriand	Prix dans le cadre du programme « Ensemble contre l'intimidation »	Contrat de gré à gré	2 374,00
Servirplus	Vaccination	Contrat de gré à gré	3 000,00
Jeunes explorateurs d'un jour	Promotion du métier d'éducatrice et d'éducateur à la petite enfance	Contrat de gré à gré	24 320,00
Espaceserre inc.	Formation favorisant le développement des compétences	Contrat de gré à gré	23 900,00
Carmen Robertson	Expertise en gestion des ressources humaines	Contrat de gré à gré	20 000,00

MINISTÈRE DE LA FAMILLE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2019 AU 31 mars 2020

SERVICES PROFESSIONNELS			
Nom du contractant	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
Eklosion	Animation	Contrat de gré à gré	21 150,00
Acti-Com inc.	Formation favorisant le développement des compétences	Contrat de gré à gré	5 000,00
Coarchitecture	Accompagnement et soutien dans l'analyse des besoins d'aménagement	Contrat de gré à gré	24 400,00
Altitude 360 inc.	Atelier de consolidation	Contrat de gré à gré	4 000,00
Université Laval	Formation favorisant le développement des compétences	Contrat de gré à gré	22 500,00
Les Alchimistes-conseils	Formation favorisant le développement des compétences	Contrat de gré à gré	4 060,00
Réseau Circum inc.	Rapport d'analyse et soutien conseil	Contrat de gré à gré	17 500,00
Université Laval	Formation favorisant le développement des compétences	Contrat de gré à gré	7 100,00
Alpha traduction et interprétation inc.	Services d'interprètes	Contrat de gré à gré	1 200,00
Vote pour ça	Animation	Contrat de gré à gré	2 700,00
Bis communication	Expertise en communications	Contrat de gré à gré	22 000,00

MINISTÈRE DE LA FAMILLE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2019 AU 31 mars 2020

SERVICES PROFESSIONNELS			
Nom du contractant	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
Groupe MP-Plus	Formation favorisant le développement des compétences	Contrat de gré à gré	3 990,00
Coopérative Enfance Famille	Travaux informatiques	Contrat de gré à gré	7 000,00
Irène Lumineau	Services de graphisme	Contrat de gré à gré	5 287,00
Stéphanie Fripiat	Services de graphisme	Contrat de gré à gré	2 278,50
ParaMed Clinique Services Santé	Expertise en orthopédie	Contrat de gré à gré	1 437,50
Hardy Services Conseils	Formation favorisant le développement des compétences	Contrat de gré à gré	1 423,75
Alain Guérard	Présentation des résultats du bilan QUALImètre	Contrat de gré à gré	3 000,00
Lafortune Légal	Service juridique	Contrat de gré à gré	1 096,23
Accent Formation	Formation favorisant le développement des compétences	Contrat de gré à gré	4 685,00
M <sup>e</sup> Rosaire S. Houde	Service juridique	Contrat de gré à gré	2 253,51
Camiq inc.	Formation favorisant le développement des compétences	Contrat de gré à gré	1 250,00

MINISTÈRE DE LA FAMILLE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2019 AU 31 mars 2020

SERVICES PROFESSIONNELS			
Nom du contractant	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
Formules d'affaires modernes	Impression de formulaire	Contrat de gré à gré	1 008,00
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Passeports de formation	Contrat de gré à gré	1 580,00
Réseau Action TI	Conférences et ateliers	Contrat de gré à gré	1 925,00





MINISTÈRE DE LA FAMILLE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1ER AVRIL 2019 AU 31 mars 2020

SERVICES AUXILIAIRES			
Nom du contractant	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
Réseau C.A. inc.	Utilisation de la plateforme Leading Boards, maintenance et formation	Contrat de gré à gré	11 850,00
Néopos Montréal Inc.	Implantation et maintenance en téléphonie	Contrat de gré à gré	23 212,47
Vidéotron S.E.N.C.	Service de câblodistribution	Contrat de gré à gré	15 000,00
Recyclage Vanier	Service de recyclage	Contrat de gré à gré	5 500,00
Softchoice LP	Service d'hébergement pour des solutions Web	Contrat de gré à gré	20 000,00
CartoVista	Service de géocalisation Web	Contrat de gré à gré	16 000,00
REP solution interactive inc. (Dialog Insight)	Droit d'utilisation de licences d'une plateforme Web pour procéder à des envois massifs de courrier électronique et le développement de sondages en ligne	Contrat de gré à gré	24 000,00
Sani-Fontaines inc.	Entretien des refroidisseurs d'eau	Contrat de gré à gré	1 947,00
Néopos Montréal Inc.	Implantation d'un sondage	Contrat de gré à gré	4 390,00
Gestion Licorne inc.	Impression de formulaires	Contrat de gré à gré	5 670,00
Édifice 500 Grande-Allée inc.	Ajout de prises L5-30P	Contrat de gré à gré	1 141,69
9118-9308 Québec inc.	Ajout de prises L5-30P	Contrat de gré à gré	1 627,69

MINISTÈRE DE LA FAMILLE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1ER AVRIL 2019 AU 31 mars 2020

SERVICES AUXILIAIRES			
Nom du contractant	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
Hôtel Delta (9371-7098 Québec inc.)	Location de salle et d'équipement et service de traiteur	Contrat de gré à gré	7 800,00
Dillitrust canada	Utilisation de la plateforme Leading Boards, maintenance et formation	Contrat de gré à gré	11 850,00
Hôtel Sandman	Location d'une salle incluant stationnement, équipement et repas	Contrat de gré à gré	8 760,00
Les Productions Expert'ease Inc.	Installation, opération, démontage de matériel de traduction simultanée	Contrat de gré à gré	2 167,00
Hôtel Château Laurier	Location de salle et d'équipement et service de traiteur	Contrat de gré à gré	5 000,00
Shred-It	Destruction de documents confidentiels	Contrat de gré à gré	1 054,86
Édifice 500 Grande-Allée inc.	Raccordement détecteurs de fumée	Contrat de gré à gré	2 028,08
Maison du développement durable	Location de salle et d'équipement	Contrat de gré à gré	1 504,60
Héon et Nadeau Imprimerie	Impression de formulaires	Contrat de gré à gré	3 721,00
Siemens Canada Limitée	Travaux sur les lecteurs électroniques	Contrat de gré à gré	1 439,53
Le Monastère des Augustines	Location de salle et d'équipement	Contrat de gré à gré	3 930,68

MINISTÈRE DE LA FAMILLE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1ER AVRIL 2019 AU 31 mars 2020

APPROVISIONNEMENT			
Nom du contractant	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
Mobilier de bureau MBH inc.	Mobilier ergonomique	Contrat de gré à gré	1 876,00
Consulis environnement de bureau inc.	Mobilier ergonomique	Contrat de gré à gré	3 200,00
Art design international (ADI)	Mobilier ergonomique	Contrat de gré à gré	1 415,20
Ameublements de Bureau Delta inc.	Mobilier ergonomique	Contrat de gré à gré	1 140,00
Apple Canada Inc.	Matériel informatique	Contrat de gré à gré	3 275,00
Slido	Acquisition de logiciel	Contrat de gré à gré	1 588,66
Ateliers de l'EDQ	Commande de coulisseaux et de porte-noms	Contrat de gré à gré	1 015,46



ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS  
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-9

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Objet	Soumissionnaires retenus	Prix soumis
Contrat à exécution sur demande pour la réalisation de travaux en ressources informationnelles et technologiques (volet 1 : gestion de projet et architecture)	Levio Conseils inc.	3 998 190,00 \$
Contrat à exécution sur demande pour la réalisation de travaux en ressources informationnelles et technologiques (volet 2 : Conception de projet et d'architecture)	Levio Conseils inc.	1 998 780,00 \$
Contrat à exécution sur demande pour la réalisation de travaux en ressources informationnelles et technologiques	Cofomo inc.	7 163 265,90 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>, à l'exception des réponses aux sous-questions b), c), d) et e) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-10

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.





**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**N° de fiche : RG-11**

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié pour l'exercice financier 2019-2020, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le ministère de la Famille n'a aucun projet de plus de 100 000 \$ initié pour l'exercice financier 2019-2020.

De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-12

Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - l. la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Veuillez référer à la réponse de la question 11.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS  
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-13

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - i. au Québec;
  - ii. à l'extérieur du Québec.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

	MINISTÈRE ET CABINET
PHOTOCOPIE :	90 333 \$
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT :	17 583 \$
DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT :	0 \$
DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE :	3 556 \$
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS :	520 560 \$
ALCOOL ET FÊTES	0 \$
PERFECTIONNEMENT ET CONGRÈS :	
Au Québec	89 244 \$
À l'extérieur du Québec	0 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-14

De façon séparée et distinctes, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2019-2020, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le coût des contrats téléphoniques;
- les noms des fournisseurs;
- le nombre de minutes utilisées;
- le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- Le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Dépenses liées à la téléphonie pour le ministère (incluant les cabinets) :

Ministère	
1 <sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020	
Coûts d'acquisition de cellulaires <sup>1</sup>	9 061,44 \$
Coûts d'acquisition de tablettes	5 821,23 \$
Coût d'utilisation des cellulaires et des tablettes	66 206,31 \$
Coût des frais d'itinérance	69,88 \$
Coût de dépassement de données	2 119,92 \$
Coûts de résiliation <sup>2</sup>	6 098,66 \$

<sup>1</sup> Correspond à l'achat des appareils sans fil, le rehaussement et les accessoires (étuis, chargeurs supplémentaires, batteries).

<sup>2</sup> Le changement de fournisseurs de téléphones cellulaires engendre des coûts de résiliation.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 25**).

(<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx>)





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
  - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions);
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a) et b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus/35 ans et moins :

Personnel masculin et féminin

Catégorie d'emploi	Personnel d'encadrement			
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%
moins de 35 ans	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	9	2,3	20	5,0

Catégorie d'emploi	Professionnels			
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%
moins de 35 ans	4	1,0	21	5,3
35 ans et plus	85	21,3	142	35,6

Catégorie d'emploi	Fonctionnaires			
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%
moins de 35 ans	0	0,0	15	3,8
35 ans et plus	26	6,5	77	19,3

Notes :

- Le pourcentage de représentation est calculé à partir de l'effectif régulier total.
- Les données concernent l'effectif régulier en place au 31 mars 2020.

Personnes handicapées, anglophones, autochtones et communautés culturelles

Données au 31 mars 2020

Catégorie d'emploi	Personnel d'encadrement			
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
moins de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	0	0	0	4

Catégorie d'emploi	Professionnels			
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
moins de 35 ans	2	0	0	7
35 ans et plus	4	2	2	53

Catégorie d'emploi	Fonctionnaires			
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
moins de 35 ans	0	0	0	3
35 ans et plus	3	0	1	23

- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel :

Catégories d'emplois	2019-2020*
	Nombre de jours de maladie
Cadres	68,7
Professionnels	1 901,8
Fonctionnaires	918,2

\* Données au 31 mars 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

Catégories d'emplois	Moins de 10 jours*	10 à 50 jours*	50 à 100 jours*	100 jours et plus*
Cadres	7	9	10	3
Professionnels	106	155	0	0
Fonctionnaires	71	54	0	0

\* Données au 9 mai 2020

e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires; - le coût moyen par employé selon la classe de travail.

Catégories d'emploi	2019-2020* (heures supplémentaires)		
	Nombre d'heures payées	Nombre d'heures compensées	Nombre d'heures effectuées
Professionnels	3 349,9	2 744,1	6 094,0
Fonctionnaires	621,4	1 117,3	1 738,7

\* Données au 31 mars 2020

f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel :

Catégories d'emplois	2019-2020*
	Nombre de jours de vacances
Cadres	693,5
Professionnels	5 655,3
Fonctionnaires	2 675,0

\* Données au 31 mars 2020

g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégorie d'emploi :

Catégories d'emplois	Moins de 10 jours*	10 à 50 jours*	50 à 100 jours*	100 jours et plus*
Cadres	3	20	5	1
Professionnels	11	244	6	0
Fonctionnaires	16	109	2	0

\* Données au 9 mai 2020

h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme du ministère relevant, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation :

Ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre de direction et chacune des régions) :

2019-2020

Effectifs réguliers en place (excluant l'impartition)

Directions centrales	Catégories d'emplois				
	HD	CADRE	PRO.	TECH.	SOUTIEN
Bureau de la sous-ministre	1	2	11	4	0
Direction générale des services à l'organisation	0	5	32	22	3
Sous-ministériat des politiques – Familles et enfance	1	4	39	5	1
Sous-ministériat du soutien à la qualité des services de garde éducatifs à l'enfance <sup>1</sup>	2	5	55	33	3
Direction générale de la transformation numérique	0	3	36	6	1
Opérations régionales					
Sous-ministériat des services à la clientèle et des relations avec les partenaires – Familles et enfance	1	0	2	2	0
Direction des services à la clientèle de la Capitale-Nationale, de Montréal et de l'Est du Québec et sa direction adjointe	0	2	29	9	3
Direction des services à la clientèle du Sud, de l'Ouest et du Nord du Québec et sa direction adjointe	0	2	34	12	4
Direction de l'évolution des services à la clientèle et des relations avec les partenaires	0	1	9	2	1
Bureau des renseignements et des plaintes	0	0	5	3	4

k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir :

Emplois de complexité supérieure

Période	Total
2019-2020*	58

\* Données au 31 mars 2020

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie :**

Période	Total
2019-2020*	25

\* Données au 31 mars 2020

**m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions) :**

Veuillez référer à la question 15 j).

**n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**o) le nombre d'employés permanents et temporaires :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2018-2019 et les cinq années précédentes.**

Aucun poste n'a été aboli en 2019-2020.

**r) l'effectif autorisé par le Secrétariat du Conseil du trésor en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.**

En 2016-2017, le Conseil du trésor a approuvé de nouvelles modalités relatives au suivi du niveau d'effectifs accordé aux ministères et organismes dont le personnel est nommé selon la Loi sur la fonction publique. Ainsi, la notion de postes a été abolie et fait maintenant place à la notion d'heures rémunérées.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-16

Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

### **Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

- a) le nombre de départs à la retraite en 2018-2019 et en 2019-2020, incluant le total et la ventilation des indemnités versées :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines :**

Le remplacement des 24 départs à la retraite en 2019-2020 a été effectué selon la capacité financière du Ministère.

- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées :**

Veuillez référer à la question 16 a).

- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats :**

Nombre de retraités engagés pour un contrat : 5





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
- k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information pour l'année financière 2019-2020 est fournie dans le tableau en annexe.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 27**).

<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx>



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

### GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-17-Annexe

Endroit	Superficie du local loué (m²)	Coût de location 2019-2020	Coût d'aménagement	Durée du bail*	Propriétaire de l'espace loué*
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, Gatineau	102,44	17 049,80 \$	0,00 \$	Durée indéterminée (SQI)	Société québécoise des infrastructures
1760-A et 1800, boul. Le Corbusier, Laval	838,12	154 736,88 \$	2 653,28 \$	2001/12/01 au 2019/11/30 Reconduit	9118-9308 Québec Inc.
201, Place Charles-Lemoyne, Longueuil	876,09	152 100,12 \$	1 252,04 \$	Durée indéterminée (SQI)	Société québécoise des infrastructures
730, boul. Charest Est, Québec	754,97	186 286,68 \$	0,00 \$	2019/02/01 au 2029/01/31	Édifice 750 Charest Inc.
600, rue Fullum, Montréal	6 966,52	1 211 427,82 \$	22 926,34 \$	Durée indéterminée (SQI)	Société québécoise des infrastructures
425, rue Jacques-Parizeau, Québec	3 209,74	1 242 094,44 \$	1 141,69 \$	2014/04/01 au 2038/03/31	Édifice 500, Grande-Allée Est, Inc.
150, boul. René-Lévesque Est, Québec	288,46	82 377,84 \$	0,00 \$	2016/12/01 au 2020/04/30	Fonds Placement Immobilier Cominar
3885, boul. Harvey, Jonquière	37,50	6 999,24 \$	0,00 \$	2016/05/01 au 2021/04/30	Barrasso, Vincenzo
337, rue Moreault, Rimouski	37,90	6 523,08 \$	0,00 \$	Durée indéterminée (SQI)	Société québécoise des infrastructures
200, chemin Ste-Foy, Québec	563,05	115 101,72 \$	0,00 \$	2015/05/01 au 2030/04/30	Whiterock 200 Ste-Foy Inc.

\*L'ensemble des ententes de location des espaces du ministère de la Famille sont signées avec la Société québécoise des infrastructures (SQI), même celle dont le propriétaire n'est pas la SQI. Lorsque le propriétaire est la SQI, le bail est d'une durée indéterminée.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-18

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

### **Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien à l'Assemblée nationale.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-19

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

### **Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Veuillez référer à la réponse de la question 18.





ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS  
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-20

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2019-2020, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2019-2020;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour 2019-2020;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**CABINET DE MONSIEUR MATHIEU LACOMBE, MINISTRE DE LA FAMILLE**

Du 1<sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020

Nom	Poste	Port d'attache
De La Durantaye, Antoine	A	Québec
Derome, Simon	A	Montréal
Garcia, Rodrigo	A	Montréal
Lapierre, Cynthia	A	Gatineau
Lavoie, Guylaine	A	Québec
Lefort, Amélie	A	Montréal
León, Atim	D	Montréal
Lewis, Isabelle	C	Montréal
Méthot-Faniel, Maude	A	Montréal
Morest, Sophie	S	Gatineau
Moyneur-Larocque, Michel	A	Saint-André-Avellin
Pichereau, Jean-Charles	A	Gatineau
Potvin, Anne-Marie	S	Gatineau
Provost, Marc-André	A	Gatineau
Robertson, William	C	Gatineau
Valois, Jonathan	D	Montréal
Vien, Louis-Philippe	A	Montréal

Au 31 mars 2020, il y avait 13 employés au sein du cabinet.

A : Attaché politique  
C : Conseiller politique  
D : Directeur de cabinet  
S : Employé de soutien

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**K)    MASSE SALARIALE AUTORISÉE**

Monsieur Mathieu Lacombe, ministre de la Famille Année financière 2019-2020	923 027 \$
--	------------

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-21

Liste des sommes d'argent versées en 2019-2020, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information pour l'année financière 2019-2020, est fournie au tableau en annexe.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 26**).

<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx>



ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES  
MINISTRE DE LA FAMILLE (Mathieu Lacombe)

DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020

ORGANISME	MONTANT (\$)
Maison CALM	300,00 \$
Centre d'Entraide Contact de Warwick	1 000,00 \$
Ensemble pour le respect de la diversité	700,00 \$
Option : Alternative à la Violence Conjugale	500,00 \$
Club Optimiste Ste-Thérèse inc.	1 000,00 \$
Amélie & Frédérick, service d'entraide	650,00 \$
Espace Mauricie	500,00 \$
Accueil d'Amos	300,00 \$
Caserne des jeunes de Lac-au-Saumon, La	250,00 \$
Arrière-scène, centre dramatique pour l'enfance et la jeunesse en Montérégie	650,00 \$
Club chasse et pêche de Donnacona	500,00 \$
Équijustice Centre-de-la-Mauricie/Mékinac	1 000,00 \$
Force Jeunesse	1 000,00 \$
ESPACE Abitibi-Est inc.	500,00 \$
Projet Communic-Action	250,00 \$
Radio communautaire Enfant-Ado Gatineau-Ottawa	1 000,00 \$
Challenge cycliste des Bleuets	200,00 \$
Maison de la famille Petite-Nation	500,00 \$
Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec [COPHAN]	650,00 \$
Go le grand défi inc.	200,00 \$
Association de paralysie cérébrale du Québec inc.	500,00 \$
Moelle épinière et motricité Québec	500,00 \$
Leucan Outaouais	3 000,00 \$
L'Envolée des mères	1 500,00 \$
Conseil québécois des services éducatifs à la petite enfance	1 000,00 \$

ORGANISME	MONTANT (\$)
Mont-Orignal, Coopérative de solidarité	650,00 \$
Etoile de Pacho - Réseau entraide parents d'enfants handicapés	1 000,00 \$
Les Jeunes du Coin d'Ascot	300,00 \$
Bouffe additionnelle	500,00 \$
Centre de développement Donald Berman Yaldei	1 000,00 \$
Maison Pause-Parent	500,00 \$
Alliance Québécoise de la Pédiatrie Sociale en Communauté	1 000,00 \$
Société de l'Autisme S.A.R. Laurentides	1 500,00 \$
Fondation Cédrika Provencher	750,00 \$
Société de développement commerce centre-ville de St-Félicien inc.	500,00 \$
Village sur Glace de Roberval	1 000,00 \$
Helem Montréal	500,00 \$
Bouffe Dépannage Sainte-Agathe-des-Monts	2 000,00 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec inc.	750,00 \$
Centre local de développement de la MRC de Bellechasse inc.	700,00 \$
Association des familles monoparentales ou recomposées La Source	650,00 \$
Fondation La Canopée	250,00 \$
Traversée [Rive-Sud], La	1 000,00 \$
Le Grain d'Sel de la Vallée du Richelieu	700,00 \$
Conseil québécois LGBT	650,00 \$
Le Trifort de Chambly	500,00 \$
Fondation Gilles Kègle	2 000,00 \$
Mieux-Naître à Laval	1 000,00 \$
Fondation pour l'Alphabétisation	500,00 \$
Réno-Jouets	1 000,00 \$
Regroupement « Entre Mamans » inc.	500,00 \$
Regroupement des Magasins-Partage de l'Île de Montréal	650,00 \$
Comité d'aide alimentaire des patriotes	1 250,00 \$

ORGANISME	MONTANT (\$)
Association pour enfants ayant des troubles d'apprentissage [Chapitre de l'Outaouais]	1 750,00 \$
Oxy-Jeunes inc.	300,00 \$
La Dauphinelle	600,00 \$
Regroupement des Organismes Espace du Québec	500,00 \$
Diffusion Saguenay inc.	1 000,00 \$
Festival de la gibelotte de la région de Sorel inc.	500,00 \$
Amis de la réserve nationale de faune du Lac-Saint-François, Les	500,00 \$
Commission scolaire du Lac-Abitibi (CS du Lac-Abitibi)	1 000,00 \$
Répît Une Heure pour Moi inc.	500,00 \$
Municipalité de Chertsey	2 000,00 \$
La Traversée 12-18 ans inc.	650,00 \$
Festival des traditions du monde de Sherbrooke	500,00 \$
Maison des Petites Lucioles	500,00 \$
Association Joie de Vivre de Gatineau	500,00 \$
Fondation Y des femmes	1 000,00 \$
Carrefour Sécurité en Violence Conjugale	700,00 \$
Maison des Jeunes Le Chalet	300,00 \$
Grands Amis de la Vallée	500,00 \$
Maison Léon-Provancher	650,00 \$
Fondation pour la langue française	400,00 \$
Jeux de la communication 2020	500,00 \$
Enfance libre Lanaudière	500,00 \$
Vallée-Jeunesse [1997] inc.	750,00 \$
Carrefour d'Initiatives Populaires de Rivière-du-Loup	650,00 \$
Maison Nazareth	1 000,00 \$
Centre de Promotion Communautaire le Phare inc.	1 000,00 \$
Préma-Québec	500,00 \$
Maison de la famille de Bois-des-Filion	650,00 \$
Sexplique	600,00 \$
Regroupement des cuisines collectives de Gatineau	500,00 \$
Ville de Magog	500,00 \$

ORGANISME	MONTANT (\$)
Manne de l'Île	850,00 \$
Maison de la Famille du Granit	500,00 \$
Les Apprentis [Centre d'apprentissage pour la déficience intellectuelle]	1 000,00 \$
Association parents-ressources des Bois-Francis	650,00 \$
Maison des Jeunes, café-rencontre 12-17 du Grand Joliette	500,00 \$
Centre de Prévention des Agressions de Montréal	850,00 \$
Joujouthèque de Saint-Hubert	1 000,00 \$
Festival country St-Antoine	500,00 \$
Station familles	500,00 \$
Maison de la famille Au coeur des générations d'Argenteuil	1 500,00 \$
Association carrefour famille Montcalm	1 000,00 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or inc.	500,00 \$
Bouclier d'Athéna, services familiaux	250,00 \$
Maison de la Famille La Parenthèse, La	1 500,00 \$
L'Étoile, pédiatrie sociale en communauté du Haut-Richelieu	1 500,00 \$
Commission scolaire du Pays-des-Bleuets (CS du Pays-des-Bleuets)	800,00 \$
Fondation les amis d'Elliot	1 500,00 \$
Carrefour parenfants	500,00 \$
Centre de pédiatrie sociale en communauté de Verdun Les Petits Renards	650,00 \$
Groupe de recherche et d'intervention sociale [G.R.I.S]	350,00 \$
Joujouthèque Bois-Francis inc.	500,00 \$
Maison des jeunes de St-Bruno inc.	2 000,00 \$
Maison des Jeunes de Plessisville inc.	650,00 \$
Service d'aide communautaire Anjou inc.	1 000,00 \$
Maison des parents de Bordeaux-Cartierville	1 000,00 \$
Association québécoise des personnes de petite taille inc.	500,00 \$
Réseau des Carrefours Jeunesse-Emploi du Québec	500,00 \$
Naissance-Renaissance Estrie	500,00 \$
Sourire sans Fin	500,00 \$
Maison Pauline Bonin	600,00 \$
Salon du Livre de Trois-Rivières [Région 04] inc.	1 000,00 \$



ORGANISME	MONTANT (\$)
Cuisine Collective Îles-De-La-Madeleine	700,00 \$
Fond-Action Santé Communautaire Bénise Normil [FASCBN]	500,00 \$
Fondation du Musée d'archéologie et hist. de Mtl Pointe-à-Callière	1 000,00 \$
Parents engagés pour la petite-enfance (PEP)	600,00 \$
Baluchon Alzheimer	500,00 \$
Saga Jeunesse	700,00 \$
Centre Actu-Elle, Le	500,00 \$
Saint-Lambert en fête	300,00 \$
Ti-Mousse dans Brousse	600,00 \$
Apprendre en Coeur	700,00 \$
Alliance des communautés culturelles pour l'égalité dans la santé et les services sociaux	2 000,00 \$
Violence Info	500,00 \$
Fondation Aide à la Jeunesse	750,00 \$
Grandes oreilles	500,00 \$
La Corbeille Bordeaux-Cartierville	300,00 \$
Ressources Actions Familles À Lac-St-Charles	500,00 \$
École secondaire Augustin-Norbert-Morin (CS des Laurentides)	1 500,00 \$
Campus 3	500,00 \$
Aide-Parents Plus inc.	500,00 \$
Chambre de Commerce des Îles	500,00 \$
Centre communautaire de loisirs Jean-Noël Trudel	350,00 \$
Ressource espace familles	1 000,00 \$
Ligue des Noirs du Québec	500,00 \$
Maison de la Famille de Lotbinière	700,00 \$
Carrefour d'Entraide Drummond inc.	1 000,00 \$
Fondation Madeli-aide	600,00 \$
La Fraternité Sainte-Marie de Ville de Vanier inc.	500,00 \$
La Traverse du Lac Témiscouata	650,00 \$
Fondation des transporteurs par autobus	450,00 \$
Karaté Soyuma St-Jean inc.	500,00 \$
Accueil Grossesse Beauce-Appalaches inc.	1 500,00 \$

ORGANISME	MONTANT (\$)
Initiative 1,2,3 Go! Rivière-des-Prairies	650,00 \$
Lanterne, La	500,00 \$
Maison du Bouleau Blanc inc.	500,00 \$
Maison des parents de Bordeaux-Cartierville	600,00 \$
Coalition des familles LGBT	2 000,00 \$
Municipalité de Val-Morin	850,00 \$
Camp Val-Notre-Dame	250,00 \$
Commission scolaire des Trois-Lacs (CS des Trois-Lacs)	1 000,00 \$
Fondation Mères avec pouvoir	600,00 \$
Le Théâtre de la Ligue nationale d'improvisation inc.	1 500,00 \$
Centre Communautaire Tyndale St-Georges	1 000,00 \$
Loisirs des Hauts-Sentiers L.D.H.S.	500,00 \$
Ateliers je suis capable	650,00 \$
Laura Lémervel	2 000,00 \$
La Troupe du théâtre de quartier	1 000,00 \$
Centre communautaire des femmes actives	750,00 \$
Association de baseball mineur St-Constant/Delson	500,00 \$
Fondation sur les leucodystrophies	1 000,00 \$
Partageons l'espoir	500,00 \$
Traversée du Lac St-jean à vélo	500,00 \$
CDC des Deux-Rives	500,00 \$
Réseau l'Intersection de Québec	250,00 \$
Fondation Paul Gérin-Lajoie	200,00 \$
Contact Emploi (Comptoir Nourrisson)	750,00 \$
Pour un Réseau Actif dasn nos Quartier (PRAQ)	1 000,00 \$
Association pour l'intégration sociale de Québec	1 000,00 \$
Regroupement des employés cadres de la ville de Repentigny	500,00 \$
Maison des jeunes de Waterville : Les Pacifistes	800,00 \$
Municipalité de St-Valentin	500,00 \$
Espace Suroît	750,00 \$
Regroupement québécois du parrainage civique	750,00 \$

ORGANISME	MONTANT (\$)
Association des parents d'enfants handicapés des Hautes-Laurentides	600,00 \$
Escouade pour l'enfance	1 000,00 \$
Carrefour d'hommes en changement	1 000,00 \$
L'Accorderie du Grand Gaspé	500,00 \$
Richelieu international	500,00 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or inc.	1 000,00 \$
Partagence	500,00 \$
En Cœur Fondation québécoise pour les enfants malades du cœur	2 000,00 \$
Mères et monde	1 000,00 \$
Les enfants GIOIA	2 000,00 \$
Maison d'hébergement Mirépi	500,00 \$
Service d'Aide à la famille immigrante de la MRC de L'Assomption	1 000,00 \$
L'Élan: Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel	250,00 \$
Association des médias écrits communautaires du Québec	500,00 \$
La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve	1 500,00 \$
Festival du film de l'Outaouais	2 000,00 \$
Relais communautaire de Laval	800,00 \$



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-22

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2020-2021.

### **Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Il n'y a aucun employé hors structure rémunéré par le Ministère.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-23

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2020-2021.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-24

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2019-2020, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2020-2021.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-25**

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2020-2021.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Aucun poste n'a été aboli en 2019-2020.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-26**

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par mission.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Veuillez référer à la réponse de la question 15j.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-27

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : le nom de la personne;

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Au 31 mars 2020, aucun employé du Ministère n'était affecté à un autre ministère ou organisme.





ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-28

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Euréka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Données au 31 mars 2020

TITRE DE L'ABONNEMENT	COÛT
Bases de données	
Dossiers judiciaires de nature civile, criminelle et pénale des palais de justice et des cours municipales du Québec (SOQUIJ)	426,15 \$
Diffusion des communiqués de presse (CNW Telbec)	10 466,90\$
Revue de presse écrite et électronique (I.C.I. Influence communications inc.)	34 554,48 \$
Ressources et formations sur la technologie (Pluralsight)	2 179,15 \$
Services de surveillance des médias en ligne (Meltwater News Canada inc.)	12 500,00 \$
Journaux*	
Divers journaux	107,26 \$
Périodiques	
Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail	462,05 \$
Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires	470,05 \$

\* Il s'agit de divers types d'abonnements dont la durée varie d'un abonnement à l'autre.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-29

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question est couverte par la RG-28.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-30

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les cabinets ministériels et le Ministère n'ont déboursé aucune somme pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais exigés afin de devenir membre d'un club privé ou autre au cours de l'année financière 2019-2020.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-31

Pour chaque site Internet du Ministère ou de l'organisme public (incluant ceux des événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation et de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site;
- i) les noms de domaines réservés;
- j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a) Site institutionnel du Ministère : mfa.gouv.qc.ca.
- b) La conception du site a été assumée par des ressources internes en collaboration avec le Centre de services partagés du Québec.
- c) Il n'y a pas eu de coût de construction de site en 2019-2020.
- d) En 2019-2020, les coûts d'entretien et de rehaussement technologique du site ont été de 84 825 \$ et les coûts d'hébergement de 600 \$.
- e) En 2019-2020, aucune dépense en modernisation ou refonte.
- j) En 2019-2020, le coût total pour la réservation de noms de domaines est de 994 \$.

Les questions f), g), h) et i) ne semblent pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-32

Nominations, pour 2019-2020, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Veuillez référer à la réponse de la question 8.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS  
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-33

Pour 2019-2020, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes rencontrées;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Régions administratives	Montant
Bas-Saint-Laurent	6 693,23 \$
Saguenay–Lac-Saint-Jean	5 947,14 \$
Capitale-Nationale	70 878,76 \$
Estrie	2 109,71 \$
Montréal	5 714,65 \$
Outaouais	5 988,33 \$
Abitibi-Témiscamingue	8 718,91 \$
Côte-Nord	5 664,08 \$
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	12 121,44 \$
Chaudières-Appalaches	4 900,22 \$
Lanaudière	5 790,76 \$
Centre-du-Québec	137,68 \$



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : **RG-34**

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2019-2020 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- e) l'objet;
- f) les dates.

### **Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

M<sup>me</sup> Stéphanie Lachance, députée de la circonscription de Bellechasse, agit à titre d'adjointe parlementaire du ministre de la Famille depuis le 7 novembre 2018. Elle pilote, en collaboration avec le ministre de la Famille, le dossier de la lutte contre l'intimidation. À ce jour, M<sup>me</sup> Lachance a participé aux séances (4) de travail et de préparation du futur plan d'action concernant la lutte contre l'intimidation.

Frais de déplacements pour 2019-2020 : 8 291,86 \$<sup>1</sup>

1 : Frais de déplacement pour la tournée de consultation sur la lutte contre l'intimidation



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche :   RG-35

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.





**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-36**

La liste des ententes et leur nature, signées en 2019-2020 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-37

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche :   RG-38

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2020-2021.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel de gestion 2019-2020.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-39

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020 demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor, et confirmé par la gouvernement en janvier 2020 pour 2020-2021.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.





ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS  
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-40

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021 et 2021-2022, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sommes reçues en provenance du gouvernement fédéral :

Accord de mise en œuvre de l'entente asymétrique du 10 mars 2017 – volet concernant l'apprentissage et la garde des jeunes enfants (AGJE) entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec (Accord)

Le Québec reçoit une contribution du gouvernement fédéral, qui constitue la mise en œuvre de l'entente asymétrique du 10 mars 2017 entre les deux organisations, pour le volet concernant l'apprentissage et la garde des jeunes enfants. Cet Accord accorde au Québec une somme totale de 260,3 millions sur trois ans et sert à financer ses priorités en matière de services directs aux familles.

Le tableau suivant fait état des sommes reçues dans le cadre de cet Accord :

Date des versements	Sommes reçues
6 avril 2018	87 447 014 \$
21 juin 2018	43 686 692 \$
30 novembre 2018	42 842 994 \$
19 juin 2019	43 264 843 \$
21 novembre 2019	43 010 345 \$

Puisque les crédits budgétaires pour le financement de programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants ont déjà été attribués au ministère de la Famille (Ministère), les sommes reçues dans le cadre de l'Accord ont été remises au Fonds consolidé.

Il importe de spécifier que dans le cadre de l'entente asymétrique convenue entre le Canada et le Québec en matière de financement le 10 mars 2017, le Québec s'attend à recevoir une somme d'approximativement 1,2 milliard de dollars pour la période de 2017-2018 à 2027-2028.

Sommes reçues en provenance d'un autre gouvernement :

Une somme de 2 000 \$ a été reçue du gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard à titre de contribution financière pour la rencontre semi-annuelle des directeurs des provinces et territoires du Québec, responsables de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants (AGJE). Cette rencontre a eu lieu au Monastère des Augustines de Québec en novembre 2019.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-41**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Pour l'année financière 2019-2020, le Ministère a versé 84 376 \$ en primes au rendement et bonis.

Aucun montant n'a été versé au personnel cadre ni au conseiller en gestion des ressources humaines.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

N° de fiche : RG-42

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

En 2019-2020, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche :   RG-43**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Pour l'année financière 2019-2020, aucune prime de départ n'a été versée pour les employés du Ministère.





**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-44**

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-45

Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

### **Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit de rémunération sans exercer de fonction.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-46

Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés.

### **Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche :   RG-47**

Liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2019-2020 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2020-2021. Pour chacun de ces programmes existants en 2019-2020, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche :   RG-48

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

### **Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-49**

Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-50**

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-51

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2020-2021.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec.





**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-52**

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-53

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-54

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

### **Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-55**

Listes des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.





**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-56**

Les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-57

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a. 16 022 400 \$
- b. Les informations sont disponibles au tableau de bord  
(site internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)
- c. Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- d. La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
- e. Veuillez référer à la réponse de la question 11.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-58**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) la masse salariale.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-59**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020, le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-60

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2019-2020 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS  
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-61

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a) b)

Dépenses relatives au paiement de cotisations à des associations (ordres ou corporations) professionnelles par le Ministère

Association, ordre ou corporation professionnel	2019-2020
Barreau du Québec	1
Ordre des architectes du Québec <sup>1</sup>	8
Dépense totale	10 383 \$

<sup>1</sup> Cotisations remboursées à l'employé

c) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-62**

La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-63

Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les participants;
- d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.





**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

N° de fiche : RG-64

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les questions posées;
- d) Les réponses;
- e) La firme retenue;
- f) Les coûts.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Au 31 mars 2020, 14 sondages ont été effectués par le ministère de la Famille (Ministère), principalement en lien avec la satisfaction de la clientèle.

Firmes	Sujets	Coûts
École nationale d'administration publique	Sondage portant sur l'investissements des municipalités et des MRC en faveur des familles	37 840 \$
Alia Conseil	Sondage organisationnel	25 977 \$
Ministère	Sondage sur la satisfaction du site Web du Ministère	0 \$
Ministère	Sondage à la suite de la Journée de rencontre des employés du ministère de la Famille	0 \$
Ministère	Sondage de satisfaction du service à la clientèle dans le cadre du traitement d'une plainte	0 \$
Ministère	Consultation en ligne sur la lutte contre l'intimidation	0 \$
Ministère	Consultation en ligne sur la lutte contre l'intimidation (version anglaise)	0 \$
Ministère	Sondage d'évaluation de la rencontre des cadres	0 \$
Ministère	Sondage d'appréciation de l'intranet ministériel	0 \$
Ministère	Sondage de satisfaction du service à la clientèle dans le cadre du traitement d'une plainte	0 \$
Ministère	Sondage pour évaluer l'indice de mobilisation du personnel	0 \$
Ministère	Sondage sur la satisfaction des clientèles et partenaires du Ministère – services numériques	0 \$
Ministère	Sondage sur la satisfaction des clientèles et partenaires du Ministère	0 \$
Ministère	Sondage sur la satisfaction des associations et regroupements	0 \$
Ministère	Sondage pour la fréquentation dans les services de garde d'urgence au 31 mars 2020 – CPE et garderies	0 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Ministère	Sondage pour la fréquentation dans les services de garde d'urgence au 31 mars 2020 – RSG	0 \$
-----------	--	------

Les questions a), b), c) et d) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

N° de fiche : RG-65

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2019-2020.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Dans le cadre de la Stratégie d'action jeunesse 2016-2021, le ministère de la Famille a mis en œuvre le Programme de soutien financier en matière de conciliation famille-travail-études destiné à certains milieux d'enseignement pour les parents-étudiants.

Au 31 mars 2020, une somme de 24 021 \$ a été versée aux organisations dont le projet a été retenu lors de l'appel de projets 2018-2019 et ayant déposé leur projet final.

Afin de répondre aux besoins des étudiants, des services de garde sont offerts en milieu d'étude universitaire et les étudiants ont un accès prioritaire à un certain nombre de places subventionnées.

Par ailleurs, parmi les 50 projets annoncés par le Ministère, le 13 février 2020, à la suite d'un appel de projets lancés au printemps 2019, 14 sont à l'intention des parents-étudiants universitaires. Ils permettront la création de 715 places en centres de la petite enfance et en garderies subventionnées. Ces projets devront être réalisés dans les 24 mois suivant l'envoi de la lettre d'autorisation du ministre de la Famille.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

N° de fiche : RG-66

Au sujet du transfert d’emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l’organisme ainsi que toute action réalisée en 2019-2020.

**Exposé et statistiques (s’il y a lieu)**

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice d’étude des crédits.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-67**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2019-2020.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'immigration, de la Francisation et de l'Intégration.





**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

N° de fiche : RG-68

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La liste des contrats octroyés par le ministère visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020, s'il en est, est présentée à la réponse à la question 8.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-69

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2019-2020.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Un montant de 500 000 \$ a été accordé aux centres de la petite enfance (CPE) et aux garderies subventionnées pour leur permettre d'offrir des sorties culturelles sans frais aux enfants issus d'un milieu défavorisé.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-70

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a) Aucune dépense n'a été réalisée au sein de médias communautaires.
- b) 100 % des dépenses ont été réalisées sur Internet et les médias sociaux.

Montant total : 123 601,66 \$



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-71**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.





**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-72**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-73**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-74**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

N° de fiche : RG-75

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.





**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

N° de fiche : RG-76

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-77**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

N° de fiche : RG-78

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-79**

Toute action réalisée par le ministère ou l’organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d’action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».

**Exposé et statistiques (s’il y a lieu)**

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice d’étude des crédits.





**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-80**

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la conciliation travail-famille.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-81**

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de l'électrification des transports.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-82**

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-83**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-84

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2019-2020 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e) faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;

Indiquer si le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2019-2020, Alia Conseil Inc. s'est vue octroyer un contrat pour la réalisation d'un sondage organisationnel. Pendant les travaux, le ministère de la Famille a ajouté de nouveaux livrables. À la suite de ces modifications, la valeur du contrat a augmenté de 3 402 \$.

Les sous-questions a), e) et g) ne semblent pas pertinentes à l'exercice des crédits.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-85

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse a cette question est couverte par la RG-8.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-86

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2019-2020 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (avec précisant par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel de gestion 2019-2020.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

### GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-87

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Aucun comité formé par le Ministère ne nécessite le versement d'honoraires.

	Comité	Composition
1.	Comités Agir tôt et de manière concertée	Ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.
2.	Comité interministériel en immigration pour la mise en œuvre de la Stratégie d'action Ensemble, nous sommes le Québec.	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Directeur des poursuites criminelles et pénales, ministère de l'Économie et de l'Innovation, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de la Culture et des Communications, ministère de la Famille, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Secrétariat à la région métropolitaine), ministère des Finances, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat à la jeunesse, Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française, Secrétariat aux emplois supérieurs, Secrétariat du Conseil du trésor
3.	Comités du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de la Famille, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, ministère de la Culture et des Communications, ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, ministère de l'Économie et de l'Innovation, ministère des Finances du Québec, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Justice, ministère de la Sécurité publique, ministère de la Santé et des Services sociaux, Secrétariat aux aînés, ministère des Transports, ministère du Tourisme, Office des personnes handicapées du Québec, Revenu Québec, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à la jeunesse, Secrétariat à la condition féminine, Société d'habitation du Québec
4.	Comité interministériel sur le déploiement des centres de pédiatrie sociale en communauté	Ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Justice, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
5.	Comité interministériel du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2022	Bureau de lutte contre l'homophobie, ministère de la Justice, Directeur de l'état civil, ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère de l'Économie et de l'Innovation, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat à la jeunesse, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat aux aînés
6.	Comité directeur intersectoriel sur l'initiative concertée d'intervention pour le développement des jeunes enfants	Ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Famille, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Avenir d'enfants, Institut de la statistique du Québec, CIUSSS de la Capitale-Nationale – direction régionale de santé publique, CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal – direction régionale de santé publique

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

	Comité	Composition
7.	Comité des sous-ministres en matière de violences conjugale, familiale et sexuelle	Secrétariat à la condition féminine, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Directeur des poursuites criminelles et pénales, Office des personnes handicapées du Québec, Secrétariat aux affaires autochtones
8.	Comités interministériels en matière de violences sexuelles	Secrétariat à la condition féminine, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Directeur des poursuites criminelles et pénales, Office des personnes handicapées du Québec, Secrétariat aux affaires autochtones
9.	Comités interministériels en matière de violence conjugale et familiale pour les Premières Nations et les Inuits.	Secrétariat à la condition féminine, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Directeur des poursuites criminelles et pénales, Office des personnes handicapées du Québec, Secrétariat aux affaires autochtones, Société d'habitation du Québec
10.	Comités interministériels de niveau professionnel en matière de violence conjugale et familiale.	Secrétariat à la condition féminine, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Directeur des poursuites criminelles et pénales, Office des personnes handicapées du Québec, Secrétariat aux affaires autochtones, Société d'habitation du Québec
11.	Comité interministériel de l'action communautaire	Ministère de l'Économie et de l'Innovation, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Culture et des Communications, ministère de la Famille, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation – Secrétariat à la région métropolitaine, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère du Conseil exécutif, ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Office de la protection du consommateur, Office des personnes handicapées du Québec, Secrétariat à la condition féminine, Société d'habitation du Québec, Société de l'assurance automobile du Québec.
12.	Comité interministériel de suivi de la politique <i>À part entière</i>	Office des personnes handicapées du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère des Transports, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec, Association du Québec pour l'intégration sociale, Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées, Réseau communautaire en santé mentale, Réseau international sur le Processus de production du handicap
13.	Comité directeur interministériel sur la simplification des démarches d'accès aux	Secrétariat du Conseil du trésor, Office des personnes handicapées du Québec, ministère de la Famille, ministère de l'Éducation, de



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

	Comité	Composition
	programmes, mesures et services destinés aux personnes handicapées et à leur famille	l'Enseignement supérieur, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
14.	Comité interministériel sur la démarche de la transition de l'école vers la vie active (TEVA)	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de la Santé et des Services sociaux, Office des personnes handicapées du Québec, Fédération des comités de parents du Québec, ministère de la Famille, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Association montréalaise des directions d'établissement scolaire, ministère des Transports
15.	Comité interministériel pour le suivi du Plan d'action sur le trouble du spectre de l'autisme (PATSA) – Des actions structurantes pour les personnes et leur famille.	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de la Santé et des Services sociaux, Office des personnes handicapées du Québec, ministère de la Famille, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Société d'habitation du Québec
16.	Comité interministériel de la mesure no 7 du PATSA – Élaborer des lignes directrices interministérielles sur la transition vers la maternelle pour les enfants recevant des services de réadaptation	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de la Santé et des Services sociaux, Office des personnes handicapées du Québec, ministère de la Famille
17.	Comités interministériels jeunesse	Secrétariat à la jeunesse, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à l'accès à l'information et à la réforme des institutions démocratiques, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de l'Économie et de l'Innovation, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère des Finances, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Secrétariat du Québec aux relations canadiennes
18.	Comité interministériel sur le soutien aux proches aidants	Ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Famille, ministère des Finances, ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Office des personnes handicapées du Québec, Retraite Québec, Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat à la jeunesse, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat aux aînés.
19.	Réseau gouvernemental des répondantes et des répondants en matière de politique familiale	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de la Culture et des Communications, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère des Finances, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Conseil de gestion de l'assurance parentale, Office des personnes handicapées du Québec, Retraite Québec (Régie des rentes du Québec), Secrétariat aux aînés, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat à la jeunesse, Société d'habitation du Québec

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

	Comité	Composition
20.	Table des sous-ministres relative à la politique familiale	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de la Culture et des Communications, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère des Finances, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Conseil de gestion de l'assurance parentale, Office des personnes handicapées du Québec, Retraite Québec, Secrétariat aux aînés, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat à la jeunesse, Société d'habitation du Québec, ministère de l'Économie et de l'Innovation, ministère des Transports
21.	Comités du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation 2015-2018	Secrétariat à la communication gouvernementale, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à la jeunesse, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de la Justice, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Sécurité publique, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Secrétariat à la condition féminine, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de la Famille
24.	Groupe de travail en évaluation de programme pour le Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation 2015-2018	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de la Famille, ministère de la Sécurité publique, Secrétariat à la communication gouvernementale
25.	Comité interministériel sur les droits de la personne	Le comité est composé de l'émissaire aux droits et libertés de la personne et de sous-ministres adjoints des MO suivants : ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Office des personnes handicapées du Québec, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à la condition féminine, Société d'habitation du Québec, Secrétariat du Québec aux relations canadiennes
26.	Comité interministériel en économie sociale	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de l'Économie et de l'Innovation, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, ministère des Transports, ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, Secrétariat du Conseil du trésor, Investissement Québec, RECYC-Québec, Secrétariat à la région métropolitaine, Secrétariat à la Capitale-Nationale, Institut de la statistique du Québec, Société d'habitation du Québec
28.	Comité interministériel sur la supervision des droits d'accès (SDA)	Ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Famille, ministère de la Justice
29.	Comité de suivi des projets financés dans le cadre de l'action concertée : Programme de recherche sur la violence conjugale	À cœur d'Homme, Association de médiation familiale du Québec, CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île de Montréal, CIUSSS de la Capitale-Nationale, Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, Fonds de recherche du Québec – Société et culture, Institut national d'excellence en santé et en services sociaux, Institut national de santé publique du Québec, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, Regroupement des maisons pour femmes victimes de

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

	Comité	Composition
		violence conjugale, Regroupement pour la Valorisation de la Paternité, Relais femmes, Secrétariat à la condition féminine
30.	Comité de pertinence du programme Actions concertées – Mieux comprendre le phénomène de l'intimidation chez les adultes de 18 à 65 ans	Fonds de recherche du Québec – Société et culture, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique
31.	Partenaires de l'Action concertée sur le vieillissement de la population au Québec et ses enjeux socioéconomiques et de santé	Curateur public, Fonds de recherche du Québec, Institut de la statistique du Québec, ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère des Transports, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Office des personnes handicapées du Québec, Protecteur du citoyen, ministère de la Famille, Secrétariat aux aînés, Société d'habitation du Québec
32.	Partenaires de l'Action concertée L'Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, de mauvais traitements physiques ou d'une absence de soins menaçant leur santé physique : qu'en est-il 15 ans plus tard?	Directeur des poursuites criminelles et pénales, Fond de recherche du Québec – Société et culture, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Justice, ministère de la Sécurité publique, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de la Famille
33.	Partenaires de l'Action concertée La radicalisation menant à la violence au Québec : mieux comprendre pour mieux intervenir	Fonds de recherche du Québec – Société et culture, Directeur des poursuites criminelles et pénales, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Secrétariat à la condition féminine
34.	Comité consultatif pour le paiement de soutien aux enfants	Ministère de la Famille, Retraite Québec, Revenu Québec
35.	Comité interministériel pour la mixité en emploi (CIME), issu de la fusion Comité interministériel pour l'accès et le maintien des femmes dans les métiers traditionnellement masculins et du comité interministériel pour la progression des Québécoises en sciences et en technologies	Secrétariat à la condition féminine (présidence), ministère de l'Économie et de l'Innovation, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi-Québec et Secrétariat du travail), ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, ministère des Transports, ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, ministère de la Culture et des Communications, Secrétariat à la jeunesse, ministère de la Famille
36.	Comité interministériel pour la politique de la réussite éducative	Ministère de la Culture et des Communications, ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Économie et de l'Innovation, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Conseil supérieur de la langue française, Office des personnes handicapées du Québec, Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat à la jeunesse, Secrétariat aux affaires autochtones

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

	Comité	Composition
37.	Comités interministériels sur le plan d'action interministériel de la Politique gouvernementale de prévention en santé (PGPS)	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère des Finances, ministère des Transports, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Institut national d'excellence en santé et en services sociaux, Institut national de santé publique du Québec, CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, CISSS de Chaudière-Appalaches
38.	Comité interministériel pour établir, entre le ministère de la Famille et le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), une entente pour mettre en place des mécanismes officiels de collaboration visant la continuité et la fluidité entre le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) et le réseau de la santé et des services sociaux (RSSS)	Ministère de la Famille – Sous-ministériat des politiques, Sous-ministériat du soutien à la qualité des services de garde éducatifs à l'enfance et Sous-ministériat des services à la clientèle et des relations avec les partenaires, Direction générale des services à l'organisation Ministère de la Santé et des Services sociaux – DGSS, Direction des services de santé mentale et de psychiatrie légale, Direction générale de la santé publique et Direction mère-enfant.
39.	Comité interministériel des rapports égaux	Secrétariat à la condition féminine, ministère de la Famille, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Santé et des Services sociaux, Secrétariat à la jeunesse, Bureau de lutte contre l'homophobie.
40.	Comité d'élaboration de la Stratégie nationale sur la main d'œuvre	Commission des partenaires du marché du travail, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère des Finances, ministère de l'Économie et de l'Innovation, ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux priorités et aux projets stratégiques, Secrétariat à la communication gouvernementale), ministère de la Famille, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à la condition féminine, ministère de la Santé et des Services sociaux, Secrétariat du Conseil du trésor, Commission de la construction du Québec, ministère du Tourisme, Office des personnes handicapées du Québec, ministère de la Culture et des Communications, ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, Secrétariat à la jeunesse, ministère des Transports, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
41.	Comité interministériel sur le renouvellement de la politique culturelle du Québec	Ministère de la Culture et des Communications, ministère de la Famille, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Secrétariat à la jeunesse, Secrétariat aux affaires autochtones
42.	Comité interministériel de la Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021	Secrétariat à la condition féminine, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de la Culture et des Communications, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Économie et de l'Innovation, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Office des personnes

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

	Comité	Composition
		handicapées du Québec, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à la jeunesse, Bureau de lutte contre l'homophobie
43.	Table thématique sur les évaluations interministérielles	Ministère de la Culture et des Communications, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Sécurité publique, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère du Conseil exécutif, ministère des Transports, ministère de la Justice, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, Office des personnes handicapées du Québec
44.	Regroupement des directrices et directeurs généraux de l'administration du Gouvernement du Québec	Regroupe les directeurs généraux de l'administration, sous-ministres adjoints et vice-présidents à l'administration des MO de l'administration gouvernementale
45.	Forum des gestionnaires en technologies de l'information	Regroupe les gestionnaires responsables des technologies de l'information dans les MO de l'administration gouvernementale
46.	Forum des gestionnaires en ressources matérielles	Regroupe les gestionnaires responsables des services de ressources matérielles dans les MO de l'administration gouvernementale
47.	Forum des directrices et directeurs des ressources humaines	Regroupe les gestionnaires responsables des services en ressources humaines dans les MO de l'administration gouvernementale
48.	Forum des gestionnaires en ressources financières	Regroupe les gestionnaires responsables des ressources financières dans les MO de l'administration gouvernementale
49.	Comité de gouvernance en ressources informationnelles	Dirigeants de l'information des MO
50.	Table des conseillers en architecture d'entreprise	Représentants d'organismes publics désignés par leurs gestionnaires respectifs
51.	Table de pilotage du service d'authentification gouvernementale ClicSÉCUR	Ministère de la Famille, ministère de l'Économie et de l'Innovation, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Secrétariat du Conseil du trésor, Régie du bâtiment du Québec, Autorité des marchés financiers, Autorité des marchés publics, Conseil des arts et des lettres du Québec, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, Société de l'assurance automobile du Québec, Services Québec, Registraire des entreprises, Revenu Québec, Office de la protection du consommateur
52.	Comité interministériel en développement durable	Tous les ministères et organismes peuvent désigner un membre au CIDD.
53.	Comité interministériel sur la révision des équivalences de formation	Ministère de la Famille, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration; ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale; Fédération des cégeps, Association des collèges privés du Québec, Association des enseignants et des enseignantes en Techniques d'éducation à l'enfance, Qualification Québec, Comité sectoriel de la main-d'œuvre Économie sociale et action communautaire.
54.	Comité interministériel sur la planification de la main-d'œuvre qualifiée dans le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance	Ministère de la Famille, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

	Comité	Composition
55.	Comité de travail interministériel sur les situations complexes – Entente de complémentarité des services entre le réseau de la santé et des services sociaux (RSSS) et le réseau de l'éducation	Ministère de la Santé et des Services sociaux, Office des personnes handicapées du Québec, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de la Famille

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-88**

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.





**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-89**

Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2019-2020, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au Rapport annuel 2019-2020 du ministère de la Famille ainsi qu'au Rapport annuel d'activités 2019-2020 du Protecteur du citoyen.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-90**

Fournir le budget carbone du ministère et le bilan carbone imputable aux activités et aux programmes du ministère, soit notamment pour 2019-2020 :

- a) Le total des émissions de GES associées aux activités directes du ministère;
  - b) L'estimation des émissions de GES attribuables aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux émissions attribuables aux subventions accordées par le ministère en proportion du montant de ces subventions dans les projets concernés;
  - c) L'estimation des réductions d'émissions de GES attribuables aux activités directes et aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux réductions d'émissions découlant d'activités subventionnées par le ministère ainsi qu'aux puits de carbone attribuables au ministère le cas échéant.
- i. Ventiler ces réductions selon qu'elles soient des réductions relatives ou des réductions absolues d'émissions de GES. Fournir une estimation du coût moyen de ces réductions par tonne de CO2 équivalent.
- d) Le bilan carbone du ministère, soit le total des émissions de GES attribuables au ministère auquel est soustrait le total des réductions d'émissions attribuables au ministère.
  - e) Le quota d'émissions du ministère, soit la limite supérieure finie des émissions totales de GES à travers le temps attribuables au ministère qui permettraient d'atteindre les objectifs de réduction des GES du ministère et ainsi la cible de réduction des GES du gouvernement.
  - f) Le plan d'action du ministère pour diminuer le bilan carbone du ministère afin de respecter son budget carbone dans le cadre des objectifs de réduction des GES du gouvernement.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-91**

Veuillez fournir le nombre d'effectifs attitrés à la gestion du Fond vert au sein du ministère ou de l'organisme en 2018-2019 et 2019- 2020. Ventiler par poste et fournir la masse salariale totale.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-92**

Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question est couverte par la RG-15m.





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-93

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

#### a) Nombre de stagiaires reçus :

En 2019-2020, le Ministère a accueilli : un stagiaire.

#### b) Heures de stages effectués :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

#### c) Rémunération totale déboursée :

Un total de 5 131,26 \$ a été versé en rémunération pour le stage.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-94**

Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :

- a) nombre total de véhicules;
- b) le type de véhicules;
- c) le nombre de véhicules hybrides;
- d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;
- e) le nombre de véhicules électriques.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.





